vinetur

Le gouvernement sicilien propose une enveloppe budgétaire de 150 millions d’euros pour l’emploi, l’agriculture et les services publics

Les amendements affecteraient de nouveaux fonds reconnus par l’État à l’emploi, à l’agriculture, aux réseaux d’eau, aux hôpitaux et à la climatisation des écoles.

lundi 5 octobre 2026



Le gouvernement régional sicilien a déposé un nouveau train d'amendements budgétaires qui affecterait 150 millions d'euros supplémentaires aux entreprises, aux dispositifs pour l'emploi, aux services publics, à l'agriculture, à la santé, aux écoles et aux projets de relance locale, a déclaré lundi à Palerme le président de la région, Renato Schifani.

Les amendements ont été présentés à l'Assemblée régionale sicilienne, connue sous son acronyme italien Ars, dans le cadre d'un projet de loi de modification budgétaire. Selon le gouvernement régional, ces fonds supplémentaires font suite à la reconnaissance par l'État italien, et en particulier par le ministère de l'Économie et des Finances, de nouvelles sommes dues à la région.

Schifani a indiqué que le plan avait été élaboré avec le conseiller régional à l'Économie, Alessandro Dagnino, à partir de propositions de députés de la majorité ainsi que de certaines idées de l'opposition. Dans une déclaration rapportée par Italpress, il a expliqué que le train de mesures visait à répondre aux besoins des collectivités locales et de l'économie productive, en soutenant les entreprises qui produisent et embauchent, en aidant les secteurs confrontés à la hausse des coûts et en investissant

dans les services et la jeunesse.

Une part importante de l'enveloppe, près de 50 millions d'euros au total, est destinée à l'agriculture. Elle comprend 10 millions d'euros pour la distillation exceptionnelle, 20 millions pour soutenir la filière du blé et 19 millions pour les cantine sociali, ou caves coopératives. Si elles sont approuvées, les mesures concernant le vin pourraient contribuer à absorber les excédents et à alléger les pressions financières dans l'une des principales régions viticoles d'Italie. Ces difficultés peuvent également se répercuter sur le secteur des boissons au sens large, en pesant sur les prix, les stocks et la trésorerie.

Une enveloppe supplémentaire de 30 millions d'euros est prévue pour compenser le coût élevé du gazole. Sur ce montant, 15 millions seraient consacrés aux services de transport automobile non réguliers, aux autobus et aux taxis, 10 millions au gazole agricole et 5 millions au secteur de la pêche. Le gouvernement régional a indiqué que l'objectif était de réduire les coûts d'exploitation qui pèsent sur l'activité des entreprises.

Les amendements renforceraient également les aides à l'emploi. Le gouvernement a déclaré qu'ils élargiraient le nombre d'entreprises pouvant bénéficier d'aides à l'allègement des cotisations, un dispositif destiné à réduire les coûts du travail. L'aide pour les nouvelles embauches passerait de 10 % à 20 %, et atteindrait 25 % pour les employeurs qui recrutent des jeunes.

Pour les services essentiels, le train de mesures prévoit 22 millions d'euros pour le secteur de l'eau, en complément des mesures déjà approuvées pour Aica et Ati Trapani. La nouvelle enveloppe comprend 10 millions d'euros pour Ati Catania, 6 millions pour Ati Siracusa et 6 millions pour Iblea Acque. Une autre enveloppe de 22 millions d'euros serait versée aux autorités sanitaires provinciales, appelées Asp en Italie, pour l'achat de matériel médical.

Le plan prévoit également 16 millions d'euros pour la climatisation des écoles et 3 millions pour un dispositif de « revenu au mérite » destiné aux étudiants universitaires ayant une moyenne d'au moins 29. Dans le système universitaire italien, les notes sont généralement attribuées sur une échelle de 30 points.

Des financements distincts sont prévus pour des projets de dépollution et de prévention. Les amendements prévoient 3 millions d’euros pour des travaux de réhabilitation dans le secteur de Pistunina, à Messine, où un bâtiment s’est effondré en juillet. Un autre million d’euros financerait un fonds renouvelable permettant aux communes de nettoyer les terrains en friche dans le cadre de la prévention des incendies de forêt.

Les mesures ne sont pas encore entrées en vigueur et doivent toujours être approuvées par le Parlement sicilien. Schifani a appelé l’Assemblée à adopter le train de mesures afin que les sommes reconnues par l’État puissent se traduire par ce qu’il a qualifié de bénéfices concrets pour les citoyens et les entreprises.

Cette proposition intervient alors que les gouvernements régionaux italiens continuent de recourir à des ajustements budgétaires ciblés pour faire face à la hausse des coûts de l’énergie et du transport, aux pressions sur les revenus agricoles et à la demande de services locaux renforcés. En Sicile, l’ampleur du train de mesures témoigne d’une volonté de répondre simultanément à plusieurs pressions politiques et économiques, qu’il s’agisse du soutien au monde rural, des aides à l’embauche, des équipements de santé, des réseaux d’eau ou des infrastructures scolaires.